

**MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-ÉCORCES**  
M.R.C. D'ANTOINE-LABELLE  
PROVINCE DE QUÉBEC  
CANADA

**Règlement modifié  
le 21 octobre 2008  
par le règlement 106-2008**

**RÈGLEMENT NUMÉRO : 90-2007**

**Règlement concernant la sécurité, la paix et  
l'ordre dans les lieux publics.**

À la séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Lac-des-Écorces, tenue le 12 novembre 2007, à laquelle sont présents :

Les conseillers                    Gilles Raymond  
    Normand Bernier  
    Ghislain Taillon  
    Raphaël Desrochers  
    Serge Piché

formant quorum sous la présidence du maire, monsieur Pierre Flamand.

Le directeur général, monsieur Claude Meilleur, est présent.

**CONSIDÉRANT QUE**    le Conseil du territoire de la Municipalité est doté de parcs, terrains de jeux, trottoirs, chemins et autres endroits publics ;

**CONSIDÉRANT QUE**    le Conseil juge nécessaire d'adopter un règlement visant à assurer la propreté, la tranquillité de ces lieux, ainsi que la sécurité de leurs utilisateurs ;

**CONSIDÉRANT QU'**    un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du Conseil, le 9 octobre 2007 ;

**EN CONSÉQUENCE**, le conseiller Ghislain Taillon propose, appuyé par le conseiller Raphaël Desrochers, d'adopter le règlement portant le numéro 90-2007, comme suit :

**Article 1**    Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**DÉFINITIONS**

**Article 2**    Aux fins de ce règlement, les expressions et mots suivants signifient :

« **Lieu public** »                    Endroit accessible et ouvert au public avec ou sans invitation expresse ou tacite notamment, mais non

limitativement, un parc, un centre communautaire ou de loisirs, un édifice commercial, un édifice public, un stationnement à l'usage du public et tout lieu de rassemblement extérieur où le public a accès.

**« Parc »**

Les parcs situés sur le territoire de la Municipalité et qui sont sous sa juridiction et comprend, en outre, les terrains de jeux, les aires de repos, les promenades, les sentiers multifonctionnels, les zones écologiques, les piscines et les terrains et bâtiments qui les desservent, les tennis et les terrains et bâtiments qui les desservent, les arénas, terrains de baseball, de soccer ou d'autres sports ainsi que généralement tous les espaces publics gazonnés ou non, où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire, mais ne comprend pas les rues, les chemins, les ruelles et les trottoirs adjacents aux rues ainsi que les autres endroits dédiés à la circulation des véhicules.

Le parc comprend un quai public ou une plage publique.

**« Voie publique »**

Une voie publique inclut toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé.

**« Véhicule moteur »**

Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin et qui est adapté essentiellement pour le transport d'une personne ou d'un bien, et inclut, en outre, les automobiles, les camions, les motoneiges, les véhicules tout terrain et les motocyclettes et exclut les véhicules utilisés pour l'entretien ou les réparations des lieux ainsi que les véhicules de police, les ambulances, les véhicules d'un service d'incendie ainsi que les fauteuils roulants mus électriquement.

### **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PARCS**

**« Fermeture des parcs »**

**Article 3**

Tous les parcs sont fermés au public pendant les périodes indiquées à l'annexe « IV » du présent règlement, qui en fait partie intégrante.

**Article 4**

Nul ne peut pénétrer ou se trouver dans un parc pendant les heures de fermeture spécifiées à l'article précédent.

**« Fontaine et bassin d'eau »**

**Article 5**

Dans un parc, il est défendu de se baigner dans une fontaine ou autre bassin d'eau artificiel ou d'y faire baigner des animaux, et d'y jeter quoi que ce soit.

**« Boissons »**

**Article 6**

Nul ne peut consommer des boissons alcoolisées

<b>alcoolisées »</b>		sur une voie publique ou dans un parc, sans détenir un permis émis sans frais par les officiers chargés de l'application du présent règlement pour les endroits, dates et heures indiqués à l'annexe I qui fait partie intégrante du présent règlement.
<b>« Graffiti »</b>	<b>Article 7</b>	Nul ne peut, sur une voie publique ou dans un parc, à moins qu'il ne s'agisse d'une activité autorisée par la Municipalité, dessiner, peindre, peindre, ou autrement marquer tout bâtiment, poteau, arbre, fil, statue, banc, rue ou trottoir, ou tout autre assemblage ordonné de matériaux servant d'appui, de support ou de soutien.
<b>« Véhicule moteur »</b>	<b>Article 8</b>	Nul ne peut circuler en véhicule moteur dans tous les parcs de la Municipalité.
<b>« Grimper »</b>	<b>Article 9</b>	Nul ne peut, sur une voie publique ou dans un parc, escalader ou grimper à ou sur une statue, un poteau, un fil, un bâtiment, une clôture ou tout autre assemblage ordonné de matériaux servant d'appui, de support ou de soutien, sauf les jeux spécialement aménagés pour les enfants.
<b>« Arme blanche »</b>	<b>Article 10</b>	Nul ne peut se trouver dans un lieu public en ayant sur soi sans excuse raisonnable, une épée, un couteau, une machette, un bâton ou une arme blanche.  Aux fins du présent article, l'autodéfense ne constitue pas une excuse raisonnable.
<b>« Feu »</b>	<b>Article 11</b>	Nul ne peut allumer ou maintenir allumé un feu dans un endroit public sans détenir un permis émis par les officiers chargés de l'application du présent règlement, aux conditions suivantes :  a) le permis doit être requis sans frais à l'Hôtel de Ville ;  b) le feu est organisé dans le cadre d'une fête populaire ;  c) le lieu de l'activité doit être situé à moins de 1,5 kilomètre de la Caserne des pompiers ;  d) le feu est situé à plus de 30 mètres de tout bâtiment.
<b>« décharge d'arme à feu »</b>	<b>Article 12.1</b>	Nul ne peut décharger une arme à feu ou une arme à air comprimé, dans ou vers les périmètres décrits à cette fin à l'annexe III.
	<b>Article 12.2</b>	Nul ne peut décharger une arme à feu ou une arme à air comprimé à moins de 200 mètres de tout bâtiment, voie publique, piste cyclable, sentier multifonctionnel, parc ou espace vert. Le propriétaire d'un terrain privé peut autoriser la décharge d'une arme à feu à une distance de moins de 200 mètres d'un bâtiment situé sur son

terrain. Le tir ne peut en aucun cas être dirigé en direction de la voie publique ou d'une habitation.

- |                        |                   |   |
|------------------------|-------------------|---|
| <b>« Indécence »</b>   | <b>Article 13</b> | Nul ne peut uriner dans un lieu public, sauf aux endroits prévus à cette fin.   |
| <b>« Jeux »</b>        | <b>Article 14</b> | Nul ne peut jouer ou pratiquer, la planche à roulettes, le hockey, le baseball, le football, le soccer, la balle molle ou le golf, ou tout autre sport de balle ou de ballon, non plus que le frizbee, dans tout parc et sur les voies publiques de la Municipalité, sauf lorsqu'une telle activité est exercée dans l'un des parcs ou autre endroit identifié à l'annexe I du présent règlement qui en fait partie intégrante. |
| <b>« Bataille »</b>    | <b>Article 15</b> | Nul ne peut se battre ou se tirailler dans un lieu public.  |
| <b>« Projectiles »</b> | <b>Article 16</b> | Nul ne peut lancer des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile.  |
| <b>« Activités »</b>   | <b>Article 17</b> | Nul ne peut organiser, diriger ou participer à une parade, une marche ou une course regroupant plus de quinze (15) participants dans un lieu public sans avoir préalablement obtenu un permis de la Municipalité.   |

Le Conseil municipal autorise ses officiers chargés de l'application du présent règlement, à émettre un permis sans frais, pour la tenue d'une activité aux conditions suivantes :

- a) le demandeur aura préalablement présenté au service de police desservant la Municipalité un plan détaillé de l'activité ;
- b) une voie de circulation devra être laissée libre pour la circulation des véhicules d'urgence et autres véhicules routiers.

Sont exemptés d'obtenir un tel permis les cortèges funèbres, les mariages et les événements à caractère provincial déjà assujettis à une autre loi.

- |                                  |                   |  |
|----------------------------------|-------------------|--|
| <b>« Consignes et sécurité »</b> | <b>Article 18</b> | Dans un parc, toute personne participant à titre de spectateur à une activité organisée par ou sous la direction du Service des loisirs de la Municipalité, doit suivre les indications et les consignes installées par la Municipalité, relativement à la circulation des personnes et à l'endroit où elles peuvent prendre place pour assister à l'activité. |
| <b>« Circulation interdite »</b> | <b>Article 20</b> | Nul ne peut se promener à bicyclette, sur une planche à roulettes ou en patin à roues alignées dans les parcs indiqués à l'annexe II du présent règlement, qui en fait partie intégrante.  |
| <b>« Dormir,</b>                 | <b>Article 21</b> | Nul ne peut dormir, se loger ou mendier dans un  |

mendier »		lieu public.
« École »	<b>Article 22</b>	Nul ne peut, sans motif raisonnable, se trouver sur le terrain d'une école du lundi au vendredi entre 7h et 17h.
« Refus de quitter »	<b>Article 23</b>	Il est défendu à toute personne de refuser de quitter un lieu public ou une école lorsqu'elle en est sommée par une personne qui en a la surveillance ou la responsabilité ou par un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.  Aux fins du présent article, la seule présence de la personne avisée après la demande de quitter mentionnée à l'alinéa précédent, un lieu public ou une école, et peu importe la durée de sa présence sur lesdits lieux, constitue un refus de quitter.
« Gêne au travail d'un policier »	<b>Article 24</b>	Il est défendu à toute personne d'injurier ou de blasphémer contre un policier ou d'entraver ou de nuire de quelque manière que ce soit à l'exercice de ses fonctions.

## **CONTRAVENTIONS ET DISPOSITION PÉNALE**

« Amendes »	<b>Article 25</b>	<p>Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement, commet une infraction et rend le contrevenant passible d'une amende minimale de 100\$ pour une première infraction, si le contrevenant est une personne physique et de 200\$ pour une première infraction, si le contrevenant est une personne morale ; d'une amende minimum de 200\$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende de 400\$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale ; l'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale ; pour une récidive, l'amende maximale est de 2 000\$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000\$ si le contrevenant est une personne morale.</p> <p>Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.</p> <p>Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25-1).</p> <p>Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées</p>
-------------	-------------------	--



\*\*\*\*\*

## AVIS PUBLIC

EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ PAR LE SOUSSIGNÉ, QUE:

Lors d'une séance régulière tenue le 12 novembre 2007, le Conseil municipal de la Municipalité de Lac-des-Écorces a adopté le règlement portant le numéro 90-2007 concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les lieux publics.

Ce règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Donné à Lac-des-Écorces, ce 04<sup>ème</sup> jour de janvier de l'an deux mille huit.

Claude Meilleur

Claude Meilleur,  
Secrétaire-trésorier, directeur général

\*\*\*\*\*

## CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussignée, Claude Meilleur, Secrétaire-trésorier de la Municipalité de Lac-des-Écorces, certifie sous mon serment d'office avoir publié l'avis public ci-haut, en affichant une copie à chacun des cinq endroits désignés par le Conseil, le 04<sup>e</sup> jour de janvier 2008.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat le 04<sup>e</sup> jour de janvier 2008

Claude Meilleur

Claude Meilleur,  
Secrétaire-trésorier, directeur général.

\*\*\*\*\*

**MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-ÉCORCES**  
M.R.C. D'ANTOINE-LABELLE  
PROVINCE DE QUÉBEC  
CANADA

**RÈGLEMENT NUMÉRO : 90-2007**

**ANNEXE « I »**

**ENDROITS, DATES ET HEURES VISES PAR LES ARTICLES 6 ET 14**

**1. Endroits, dates et heures visés par l'article 6 :  
(*Boissons alcoolisées*)**

- |                                  |     |                       |
|----------------------------------|-----|-----------------------|
| « Terrains municipaux et parcs » | 1.1 | Terrains municipaux : |
| « Autres »                       | 1.2 | Autres :              |

**2. Endroits, dates et heures visés par l'article 14 :  
(*Jeux*)**

- |                         |     |                       |
|-------------------------|-----|-----------------------|
| « Parcs municipaux »    | 2.1 | Parcs municipaux :    |
|                         |     | a)                    |
| « Terrains municipaux » | 2.2 | Terrains municipaux : |
|                         |     | a)                    |
| « Patinoires »          | 2.3 | Patinoires :          |
|                         |     | a)                    |
| « Autres »              | 2.4 | Autres :              |

a)

**MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-ÉCORCES**  
M.R.C. D'ANTOINE-LABELLE  
PROVINCE DE QUÉBEC  
CANADA

**RÈGLEMENT NUMÉRO : 90-2007**

**ANNEXE « II »**

**ENDROITS VISES PAR L'ARTICLE 20**

**1. Endroits visés par l'article 20 :  
(*circulation interdite*)**

**« Parcs  
municipaux »**

- 1.1 Parcs et places où il est interdit de se promener à bicyclette, sur une planche à roulettes ou en patins à roues alignées :

**MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-ÉCORCES**  
M.R.C. D'ANTOINE-LABELLE  
PROVINCE DE QUÉBEC  
CANADA

**RÈGLEMENT NUMÉRO : 90-2007**

**ANNEXE « III »**

**ENDROITS VISES PAR L'ARTICLE 12**

***(Décharge d'arme à feu)***

1. Périmètres visés par l'article 12 :

Il est interdit de décharger une arme à feu ou une arme à air comprimé, dans ou vers les périmètres urbains apparaissant sur les plans de zonage municipaux lesquels font partie intégrante de la présente annexe.

**MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-ÉCORCES**  
M.R.C. D'ANTOINE-LABELLE  
PROVINCE DE QUÉBEC  
CANADA

**RÈGLEMENT NUMÉRO : 90-2007**

**ANNEXE « IV »**

**ENDROITS VISES PAR L'ARTICLE 3**

**(Fermeture des parcs)**